

juin de la mise à pied d'au-delà de 500 employés, ajoutant que la taxe de 10 p. 100 n'avait absolument rien à voir dans la mise à pied de ces employés.

Le gouvernement—le premier ministre en tête et ses «suiveux» par derrière—va continuer de nous dire que cette malheureuse taxe américaine créera du chômage au Canada.

Le printemps dernier, nous comptions 800,000 chômeurs, et la taxe des Américains de 10 p. 100 n'existait pas. On essaie de lancer de la poudre aux yeux en jetant le blâme de ce qui se produit au Canada sur le dos des Américains. Si une usine ferme, c'est la faute de Nixon. Si la presse de Chicoutimi ou de la Gaspésie annonce qu'une usine ferme ses portes trois jours par semaine depuis au-delà de six mois, cela dépend de Nixon! Si les mines ferment dans ma région, cela doit également dépendre de Nixon. Il n'y a plus de minerai dans les mines; cela doit dépendre aussi de Nixon!

C'est facile, monsieur l'Orateur, de blâmer le voisin, quand on n'a pas le courage de prendre ses responsabilités. Voilà où le gouvernement manque à son devoir. Il n'a pas le courage de prendre ses responsabilités. Il présente un petit bill insignifiant pour nous faire croire que la somme de 80 millions va soutenir l'emploi au Canada. Voyons donc, tas de farceurs!

Le gouvernement a voté des centaines de millions, avec la bénédiction du ministre de l'Expansion économique régionale (M. Marchand), et dit: Nous allons réussir à mater le chômage chez nous. Regardons les résultats après trois, quatre, cinq ans d'opération. L'ARDA en Gaspésie: fiasco monumental. L'ARDA à travers la province: fiasco monumental. Quand il se trouve des régions où l'on pourrait utiliser des fonds à bon escient pour créer des industries nouvelles, le gouvernement est impuissant et dit non.

Monsieur l'Orateur, je dis que ce qu'on lance, c'est simplement de la poudre aux yeux. Voilà ce que sont ces 80 millions que le gouvernement actuel veut verser aux industries canadiennes qui seront touchées par la fameuse taxe de 10 p. 100. Le gouvernement veut une solution, mais pas celle que le chef du Nouveau parti démocratique (M. Lewis), qui vient de suggérer l'imposition d'une taxe de 10 p. 100 sur le gaz et sur le pétrole de l'Alberta.

On pourrait dire une taxe de 10 p. 100 sur l'exploitation des mines de fer de l'Ungava, une taxe de 10 p. 100 sur nos produits textiles, sur ce que nous produisons en matières premières: le cuivre, le zinc, etc. On pourrait dire une taxe de 10 p. 100 sur l'exploitation de nos richesses forestières, une taxe de 10 p. 100 sur l'exploitation de nos richesses hydrauliques, parce que les Américains—nous le savons—ont besoin d'électricité et ils ne peuvent s'en procurer ailleurs que dans le Québec.

On sait qu'on parle d'un projet de cinq, six, sept milliards à la baie James. Pourquoi? Parce que probablement 75 p. 100 de la production de l'électricité de cet endroit seront exportés aux États-Unis. On pourrait parler d'une taxe de 10 p. 100, puis jouer, faire la guerre économique entre les deux pays. Nous sommes 20 millions d'habitants au Canada, alors que les Américains sont au nombre de 200 millions. Cela ferait une jolie guerre. Les Américains produisent per capita probablement trois, quatre ou cinq fois plus que nous ne produisons au Canada. Sommes-nous de taille à lutter, à jouer à

[M. Caouette.]

la taxation, alors qu'il existe un moyen bien simple de ne pas polluer notre commerce international avec les Américains?

Il existe une façon simple. Je posais une question, cet après-midi, au premier ministre (M. Trudeau). A lieu de verser des subventions aux industries qui sont touchées par l'imposition de la taxe américaine de 10 p. 100, pourquoi le gouvernement canadien ne supprimerait-il pas la fameuse taxe d'accise de 12 p. 100 sur les produits manufacturés au Canada?

Cela n'aiderait pas seulement les manufacturiers qui exportent aux États-Unis, mais aussi le consommateur canadien qui, actuellement, n'a pas les moyens d'acheter les produits manufacturés dans son propre pays. On n'aurait pas besoin de faire de changement monétaire pour réaliser cela. En abolissant la taxe d'accise de 12 p. 100, on favoriserait le commerce international sans nuire à personne; on viendrait en même temps en aide à notre commerce.

Personne ne parle de cette solution-là. Non, on dit: Faisons la note. On nous présente des gants de boxe en disant: Luttons contre les Américains, imposons des taxes sur ce qu'ils achètent chez nous et continuons de taxer les nôtres comme nous le faisons présentement.

● (5.40 p.m.)

Une autre taxe dont le gouvernement aurait dû annoncer l'abolition dans un bill C-263, parce que celui-là n'a pas de sens, c'est la taxe de vente de 12 p. 100 sur les matériaux de construction. Il y a longtemps que nous réclamons l'abolition de la taxe sur les matériaux de construction. Actuellement, notre commerce de bois, domestique ou extérieur, est dans un marasme épouvantable. On en est rendu au point où les grosses compagnies de bois ferment leurs portes. Les moulins ne fonctionnent qu'à «bric-à-brac», que clopin-clopant. On ne sait pas si l'on existera dans deux, trois ou six mois. Ce sont ces compagnies, probablement, qui recevront des subventions à même les 80 millions dont fait mention le projet de loi à l'étude. Et si l'on supprimait la taxe de vente sur les matériaux de construction, les scieries, les usines de contre-plaqué et autres trouveraient des commandes nouvelles à l'intérieur même du Canada.

Nous savons, nous du Crédit social, que nous produisons en grande abondance au Canada, que nous ne pourrions jamais consommer tout ce que nous produisons. Seulement, monsieur l'Orateur, il est possible de faire le commerce international sans pour autant punir nos citoyens canadiens, sans pour autant punir nos travailleurs, sans pour autant obliger nos manufacturiers, nos usines, nos industriels à fermer leurs usines ou à fonctionner à perte, comme c'est le cas présentement. Chaque fois que le gouvernement présente une solution, c'en est une visant à augmenter la production, puis ne rien faire pour le consommateur.

Monsieur l'Orateur, comme le titre du bill l'indique, ce projet de loi a pour but

...de soutenir l'emploi

non pas soutenir la consommation, ni venir en aide aux consommateurs canadiens.

C'est une mesure qui vient en retard, car le chômage, comme je le disais tantôt, existait avant les mesures annoncées par le président Nixon. C'est tellement vrai que tout le monde en parle, même les journaux. Nous